

Conjoncture Plusieurs rapports économiques ont été produits ces derniers jours ; ils font une lecture de l'évolution des agrégats économiques, des performances sectorielles et jettent un regard sur ce qui pourrait se produire durant les deux prochaines années. PAR D. AL ANDALOUSSI

Fin mai 2018 : ce que disent les chiffres-clés

Le tableau n'est pas totalement morose et certains indicateurs traduisent des résultats dont l'impact sur la totalité de l'exercice 2018 pourrait s'avérer positif. Le HCP, Bank Al Maghrib et le ministère de l'Économie et des Finances contribuent, à travers leurs différentes publications périodiques à la lecture des données et à leur interprétation sans boudier l'exercice consistant à rappeler l'évolution de l'environnement international. C'est à travers une lecture synthétique de l'ensemble des rapports que Challenge Hebdo présente le comportement de l'économie nationale durant le premier semestre 2018.

L'environnement de l'économie

Le premier trimestre 2018 s'est caractérisé par un maintien du rythme de la croissance dans la plupart des économies. Aux États Unis, le chiffre de 2,8% est considéré comme étant bon alors que les 6,8% enregistrés par la Chine, sont interprétés comme stagnant. La zone euro réalise, avec ses 2,5% de croissance, une performance qualifiée de solide contrairement au Royaume Uni qui n'a réalisé que 1,2% en raison d'un recul des dépenses des ménages sous l'effet de la dépréciation de la livre sterling. Les chiffres des pays émergents oscillent entre 7,6% (Inde) et 1,2% (Brésil). Le chômage continue, malgré certaines améliorations ou stabilisations en Europe (8,4%) et aux États Unis (4%) de préoccuper les décideurs. Les tensions commerciales voulues par Donald Trump n'ont pas été sans affecter les marchés financiers internationaux. Les principaux indices boursiers vibrent à chaque décision qui renforce les taux d'imposition des produits échangés entre les États Unis et ses « grands clients ou partenaires ». L'Euro a subi, durant le premier trimestre les effets de la « guerre commerciale » en reculant devant le dollar

(-4,8%) et devant le Yen (-9,1%). Les interactions entre les économies font de plus en plus peur aux économies émergentes ou en route vers l'émergence et obligent les gouvernements à prendre des décisions pour s'adapter aux facteurs exogènes.

La Croissance de l'économie : l'équation à plusieurs inconnues

Les 4,1% de croissance enregistrés en 2017 ont reflété la continuité de la dépendance de notre économie des facteurs climatiques et les 3,1% prévus pour 2018 confirment cette relation entre les précipitations et les taux de croissance. Les débuts difficiles de la campagne agricole ont augmenté la marge d'incertitude sur la croissance de l'économie en 2018. La structure du PIB a certes changé, mais le secteur primaire continue à imprimer son rythme à celui des autres secteurs. L'économie nationale évolue difficilement vers la réalisation de taux de croissance basée sur un impact plus important des composantes du PIB hors agriculture. Ce dernier n'a pas été très important en 2017 et n'a pas dépassé les 2,8%. Les prévisions du HCP au titre des années 2018 et 2019 situent la croissance des secteurs des services et celui des industries à 3,1% et à 3,2% respectivement. Les investissements en cours dans le secteur industriel et l'évolution de la part en provenance de l'étranger (IDE) pourraient contribuer à un changement de structure du PIB. Pour l'instant, le niveau de la croissance n'a pas d'impact réel sur le secteur de l'emploi ni sur

l'augmentation des revenus des salariés. La distribution des richesses est un chantier à engager à travers des politiques publiques plus réalistes et un changement des comportements sociaux et politiques.

L'emploi et la situation du chômage : les attentes s'accumulent !

La relation est très directe entre le chômage et la fragilité sociale et celle-ci est un facteur important de la cohésion et du vivre ensemble. Les rapports de BAM et du HCP considèrent que les postes créés, à savoir 116 mille postes au premier trimestre, sont insuffisants et que le secteur de l'industrie n'est pas encore un grand créateur d'emplois. Durant les trois premiers mois, le secteur des services a créé 50 mille emplois contre 43 mille par les activités agricoles et 32 mille par les BTP. Le secteur de l'industrie et de l'artisanat a perdu 9 000 postes. La problématique de l'emploi durable est toujours d'actualité et ce, dans la mesure où la masse des demandeurs d'emplois augmente annuellement à un rythme important. Le taux d'employabilité se situe autour de 47% et le taux de chômage reste au niveau des 10,5% avec une accentuation en milieu urbain qui le maintient à 15,6%. La nature de la croissance fait qu'un point de PIB ne correspond qu'à la création de 20 000 postes et qu'il faut accélérer le rythme des investissements et leur qualité pour faire de la croissance un vrai levier des offres d'emplois.

La nature de la croissance fait qu'un point de PIB ne correspond qu'à la création de 20 000 postes et qu'il faut accélérer le rythme des investissements et leur qualité pour faire de la croissance un vrai levier des offres d'emplois.

Les comptes extérieurs : les déficits de la balance commerciale et du compte courant

Signe de la santé économique d'un pays, ses comptes extérieurs reflètent la solidité de ses secteurs productifs et de la compétitivité de leurs productions. Dans le cas du Maroc, la balance commerciale fait l'objet depuis des décennies, d'un langage centré sur le seul taux de couverture des importations par les exportations. L'analyse de la structure de nos importations montre une réelle dépendance énergétique qui fait glisser les coûts de l'importation vers la hausse. Après un repli durant les dernières années et ses effets sur la décision de libéralisation du marché des hydrocarbures, le prix d'achat des produits énergétiques est reparti à la hausse. Les conséquences des variations du marché international et des décisions prises par nos décideurs font partie du débat politique entre les composantes de la majorité gouvernementale et constituent une menace sur son maintien avant les prochaines échéances électorales. Après avoir atteint 17,9% en 2017, le déficit commercial devrait atteindre 18,5% en 2018 et 18,7% en 2019 selon le HCP.

Les chiffres de BAM au titre du mois de mai 2018 permettent de constater que les ventes de la construction automobile ont réalisé une hausse de 16,6% et que les ventes de l'aéronautique ont affiché une progression de 21,4%, mais que les importations des biens d'équipement ont progressé de 13,4% et celles liées à la facture énergétique ont progressé de 12,3%. Les importations hors énergies se sont situées à 9,3% en termes de variation. La structure d'exportations continue sa mutation en mettant en relief l'impact des nouveaux métiers du Maroc. L'automobile progresse de 17,5%, l'électronique de 3,7% et l'aéronautique de 21,4%, mais le déficit commercial demeure important et nous oblige à recourir aux autres comptes de la balance des paiements pour couvrir ou alléger les déficits du compte courant à travers les recettes du tourisme (+14,8%), les transferts des MRE(+9,6%) et les IDE. Ces derniers n'ont pas encore recouvré les performances de l'année 2017. Le montant net des IDE est passé de 13,325 milliards de dhs à 9,098 milliards de dhs à fin mai 2018. Les réserves de change gardent leur stabilité avec environ 230 milliards de

ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS À FIN MAI 2018

	Valeur en millions de dirhams		Variation en millions de dirhams		Variation en %	
	2017	2018	2018	2017	2018	2017
Importations de biens	184 213	202 211	17 998		9,8	
Produits énergétiques	28 131	31 602	3 471		12,3	
Gas-oils et fuel-oils	13 850	15 912	2 062		14,9	
Houilles, coques et combustibles solides similaires	2 491	3 581	1 090		43,8	
Hors énergie	156 082	170 609	14 527		9,3	
Produits alimentaires	20 618	22 142	1 524		7,4	
Tourteaux et autres résidus des industries alimentaires	1 805	2 089	284		15,7	
Produits bruts	8 190	10 317	2 127		26,0	
Soufres bruts et non raffinés	1 604	3 095	1 491		93,0	
Minéral de cobalt	-	350	350		-	
Biens de consommation	41 770	45 129	3 359		8,0	
Biens d'équipement	44 142	50 073	5 931		13,4	
Parties d'avions	1 853	3 126	1 273		68,7	
Machines et appareils divers	3 810	4 761	951		25,0	
Demi-produits	41 291	42 879	1 588		3,8	

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS À FIN MAI 2018

	Valeur en millions de dirhams		Variation en millions de dirhams		Variation en %	
	2017	2018	2018	2017	2018	2017
Exportations de biens	107 154	117 241	10 087		9,4	
Phosphates et dérivés	17 573	19 297	1 724		9,8	
Hors phosphates et dérivés	89 581	97 944	8 363		9,3	
Agriculture et Agro-alimentaire	26 436	27 167	731		2,8	
Industrie alimentaire	14 189	14 214	25		0,2	
Agriculture, sylviculture, chasse	11 461	12 510	1 049		9,2	
Textile et Cuir	15 785	16 297	512		3,2	
Vêtements confectionnés	10 131	10 307	176		1,7	
Articles de bonneterie	3 075	3 198	123		4,0	
Chaussures	1 264	1 275	11		0,9	
Automobile	25 502	29 958	4 456		17,5	
Construction	13 825	16 118	2 293		16,6	
Câblage	9 225	10 665	1 440		15,6	
Electronique	3 889	4 033	144		3,7	
Composantes électroniques	1 749	1 800	51		2,9	
Aéronautique	4 292	5 211	919		21,4	
Industrie pharmaceutique	491	510	19		3,9	
Autres	13 186	14 768	1 582		12,0	

* Données provisoires

Source : Office des Changes

DH, soit l'équivalent de 5 mois et 11 jours.

Les finances publiques : des déficits à éviter

Les dépenses publiques restent indispensables pour répondre aux attentes des citoyens dans tous les secteurs. Elles doivent être couvertes, en partie, par les recettes ordinaires et aussi par un recours à l'épargne interne et internationale à travers les différentes formes de l'endettement. Le déficit a atteint 21,5 milliards de dhs à fin mai, contre seulement 10,8 milliards de dhs au titre des cinq premiers mois de 2017. Les recettes fiscales semblent s'essouffler,

mais les recettes non fiscales connaissent une baisse de plus de 21%. Les dépenses augmentent tant au niveau du fonctionnement qu'au niveau de l'investissement. Le solde ordinaire a enregistré un net recul en passant d'un solde positif de 4 milliards de dhs, à un solde négatif de 1,4 milliard de dhs à fin mai 2018.

C'est ainsi que se présente l'économie et ses chiffres durant les cinq premiers mois de l'année 2018. D'autres évolutions pourraient changer les cycles d'évolution et impacter tant les comptes de la dette publique, que ceux de la balance commerciale et les indices liés au chômage et à l'inflation. ■